



La France détient toujours un taux de chômage très élevé (9,8%) avec plus de 2400000 demandeurs d'emplois.

Mais au-delà des chiffres, la précarité et l'exclusion restent le lot quotidien de millions d'hommes et de femmes, sans oublier le coût économique et social induit pour l'ensemble de la société.

Gouvernement et patronat responsables du chômage

Trop souvent accusées, la mondialisation de l'économie et l'Europe ne sont pas les seules à l'origine de cette situation, dont les principaux responsables sont :

- Le gouvernement par l'absence d'une véritable politique de l'emploi orientée vers plus de cohésion sociale ;
- Le patronat, qui demande toujours plus de flexibilité, remet en cause la RTT et accroît la précarité. Mais ce sont les salariés qui paient la facture !

La CFDT refuse la fatalité

Sans une réelle dynamique dans les domaines de l'éducation, de la formation, de la recherche, des politiques industrielles, la France continuera à s'habituer au chômage, à l'exclusion sociale. Bref, à une société à deux vitesses !

La CFDT refuse de nouvelles contraintes au travail (flexibilité, pénibilité de tout ordre...) au nom du dumping social.

Une situation intolérable :

Pour la première fois depuis 1993, l'emploi a diminué en France (source INSEE) :

- 1 140 000 personnes au chômage depuis plus d'un an
- 600 000 personnes cherchant un emploi depuis plus de deux ans
- 67 000 emplois perdus en un an
- Plus de 100 000 emplois publics ont disparu en un an

Dans la fonction publique le gouvernement persiste et signe en annonçant son objectif de ne pas remplacer un départ sur deux à la retraite.

Au MINEFI, les annonces du ministère sur les suppressions d'emplois 2005 sont inacceptables. 2 262 emplois seront supprimés. En trois années le ministère aura perdu 5 667 emplois auxquels il convient d'ajouter l'absence de création d'emplois à l'occasion de la mise en place de la RTT.

Créer les conditions de l'emploi

- **L'Europe, une chance pour l'emploi**

La CFDT plaide pour de véritables politiques économiques et sociales européennes communes favorables à l'emploi durable.

- **Un Etat impliqué et responsable**

La CFDT exige de l'Etat une véritable politique de soutien à l'emploi et un contrôle efficace des aides publiques aux entreprises.

La CFDT exige le maintien de services publics de proximité et de qualité et l'arrêt des restrictions budgétaires en emplois et en moyens

La CFDT exige une fiscalité plus juste, condition d'un financement ambitieux des services publics.

Défendre et maintenir l'emploi

Au nom de **l'emploi durable** et pour que chacun puisse accéder à l'emploi, évoluer dans sa vie professionnelle, changer de travail ou d'entreprise, la CFDT revendique des parcours professionnels mieux garantis collectivement par :

- L'anticipation et l'accompagnement des "accidents de l'emploi" pour un véritable droit au reclassement ;
- Des emplois avec une formation qualifiante rémunérée pour les jeunes ;
- Des réponses rapides et individualisées en matière de conseil, de reconversion ou d'accès à l'emploi pour les chômeurs et les plus démunis avec un revenu de remplacement garanti.

Toutes ces propositions peuvent être mises en œuvre à condition que les différents acteurs, notamment les entreprises, montrent une réelle volonté de responsabilité.

C'est pourquoi la CFDT poursuivra inlassablement son combat pour obtenir de nouvelles garanties sociales plus justes, plus protectrices, adaptées aux réalités de notre temps.

La création ou le remplacement d'un emploi public c'est aussi un chômeur en moins.

AVEC LA CFDT,

**MOBILISONS-NOUS POUR L'EMPLOI,
CONTRE LE CHÔMAGE ET L'EXCLUSION.**